

Bismarck et l'Europe

Auteur-e-s:

[Stéphanie BURGAUD](#) [1]

Résumé

De la Prusse à l'Allemagne, la diplomatie du ministre Otto von Bismarck est marquée par plus de continuités que de ruptures. Si les crises qu'il s'évertue à provoquer ne dégénèrent pas de son temps en guerre globale, sa politique participe toutefois de la dégradation du concert européen dans son acception classique : montée de l'unilatéralisme, formation d'alliances permanentes qui vont en se durcissant puisque les États sont incités à chercher leur propre sécurité dans l'appartenance à des blocs opposés.

Article

Bismarck est connu pour ses provocations sur l'Europe, de son « *Who is Europe ?* » (« qui donc est l'Europe ? ») lancé en janvier 1863 à l'ambassadeur britannique Buchanan à « celui qui parle d'Europe a tort », porté en marge d'une lettre du chancelier russe Gortchakov en 1876. De cette Europe, l'historiographie nous a longtemps dit qu'il en a été successivement le trublion puis le pacificateur, identifiant dans les années 1875-1876 un tournant diplomatique majeur.

L'ouverture des archives centre- et mittel-européennes depuis la décennie 1990 remet-elle en cause ce schéma ?

Dans les années 1860, nul ne saurait nier que Bismarck fait *la guerre en Europe*. On prendra cependant garde à l'expression usuelle « guerres d'unification allemande » pour les trois conflits armés qui opposent la Prusse au Danemark en 1864, à l'Autriche en 1866 et à la France en 1870 car elle témoigne d'une vision quelque peu téléologique. Les recherches récentes montrent qu'il n'y a pas de grand plan préétabli qu'Otto von Bismarck, appelé comme ministre-président et ministre des Affaires étrangères par le roi de Prusse Guillaume I^{er} en septembre 1862, aurait déroulé de son fameux discours « par le fer et le sang » jusqu'au succès final.

On peut même affirmer que Bismarck fait *la guerre à l'Europe*. Depuis sa première ambassade à Francfort auprès de la Confédération germanique (1851-1859), il entend bien, en effet, détruire l'ordre européen, celui qui, érigé à Vienne en 1814-1815 et réitéré en 1850 lors de l'épisode d'Olmütz (ville de Moravie où Berlin doit renoncer à sa politique d'union petite-allemande), maintient la Prusse

dans un état d'infériorité face à la rivale autrichienne. Le statu quo européen, parce qu'il est défavorable à la puissance prussienne dans l'espace germanique, doit être renversé. Mais l'intéressé est aussi un adversaire du « concert européen », ce système d'ordre maintenu par la coopération des grandes puissances qui acceptent de sacrifier certains de leurs intérêts (notamment en termes d'accroissement de puissance, d'extension territoriale) pour tâcher de conserver la paix sur le continent ou du moins d'y limiter les conflits meurtriers. Pour Bismarck, l'idée même d'un équilibre organique, c'est-à-dire fondé sur une communauté de valeurs au nom desquelles un État devrait abdiquer une politique de puissance, est un non-sens absolu. Il n'est de politique saine qu'égoïste. Et le devoir d'un homme d'État, comme d'un souverain, est précisément de mener cette diplomatie des intérêts. Le principe de cette diplomatie est donc de rechercher des points d'appui, de construire des alliances. À Leopold von Gerlach, il précise ainsi en 1857 « toutes les nuances exprimant la possibilité [...] d'appartenir à tel ou tel groupe c'est-à-dire la base de l'influence qu'un État peut, de nos jours, exercer en temps de paix ». Et il ajoute que les alliances n'ont rien à voir avec le principe de légitimité et que, à ce titre, la France de Napoléon III par exemple est un partenaire valable puisqu'elle est, comme les autres, « une pièce, une pièce indispensable, sur l'échiquier politique et dans ce jeu mon seul devoir est de servir mon roi et mon pays » Remise en cause de l'équilibre européen défini à Vienne en 1815, création de jeux d'alliances en temps de paix au détriment des négociations multilatérales, refus de considérer qu'il y ait une communauté de valeurs (qu'elles soient héritées du christianisme ou des Lumières) supérieure à l'égoïsme national, voilà qui fait assurément de Bismarck l'adversaire de l'Europe.

Nonobstant, Bismarck *pense en termes d'Europe*. L'erreur est en effet de considérer que Bismarck a fondé sa diplomatie sur la recherche et la conservation d'une alliance bilatérale. C'est la fameuse légende russe. Bismarck se serait en 1863, par son soutien à la puissance tsariste aux prises avec l'insurrection polonaise, gagné l'indéfectible amitié de sa voisine et sa neutralité bienveillante pour les trois guerres à venir. Cette vulgate a été révisée et, avec elle, la géostratégie du ministre. Bismarck ne mène de politique russe ni en 1863 ni après mais bien une politique européenne. Son échelle de réflexion est l'Europe : il s'agit d'en bouger les lignes de force, d'en créer d'autres, puis de les recomposer selon les circonstances. Pragmatisme, flexibilité, tout le contraire d'un ordre figé et pérenne.

La politique bismarckienne change-t-elle de nature avec la fondation du Reich en 1871 ? Il était essentiel à la majorité de l'historiographie allemande de le montrer. Les archives, aujourd'hui accessibles, incitent toutefois à la prudence concernant les prétendus « systèmes bismarckiens » destinés à stabiliser l'Europe que des successeurs malhabiles auraient fait voler en éclats conduisant tout droit le continent à la guerre. Ou plutôt il y a une confusion répandue entre le but probable de Bismarck – maintenir un ordre européen favorable à la nouvelle Allemagne en la préservant des velléités agressives des autres puissances –, et les moyens qu'il se donne pour y parvenir. Ces

moyens n'ont pas changé. Par une formule quelque peu lapidaire, on peut qualifier la politique bismarckienne d'essentiellement agonistique et belliciste. Et, à ce titre, 1875 n'est pas le tournant vanté par l'historiographie, conservatrice notamment.

L'idée de réorientation de la diplomatie bismarckienne après cette date s'appuie sur deux faits censés la justifier : le premier, c'est l'échec de la « crise de la guerre en vue » (*Krieg-in-Sicht-Krise*) qui aurait contraint Bismarck à changer de politique pour sortir de l'isolement, le second, l'insuccès de sa politique russe en 1875. Le premier est avéré, quoiqu'il faille assurément le nuancer, le second, quant à lui, est un mythe. Mais surtout l'analyse des décennies 1870-1880 pousse à remettre en cause la figure de l'« honnête courtier » tout comme l'idée d'une pratique bismarckienne qui régènerait le concert européen. Le « concert bismarckien » reste bel et bien un oxymore aux antipodes de la réalité diplomatique.

Quelle est-elle ? Bismarck s'est convaincu que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sont des puissances conservatrices, la France et la Russie, révisionnistes. Pour maintenir l'ordre, il faudrait attirer dans l'orbite allemande une troisième puissance qui tiendrait les deux autres en respect. C'est le rôle assigné au Royaume-Uni. Le chancelier allemand souhaite, entre Russes et Britanniques, l'affrontement, la guerre. L'insularité britannique oblige à imaginer un front en Asie, où les deux armées peuvent se rencontrer, ce qui explique l'intérêt constant de Bismarck pour le « Grand Jeu » en Asie centrale (le terme *Great Game* désigne la rivalité géostratégique qui, entre 1813 et 1907, oppose les deux pays dans cet espace), où il pousse les puissances à s'investir pour se concurrencer et s'affronter. C'est la raison pour laquelle il souhaite également, dès l'automne 1874, ouvrir la question d'Orient, espace conflictuel s'il en est. Le congrès de Berlin qui clôt la guerre russo-turque de 1877-1878 paraît donc renouer avec la pratique concertée des puissances qui n'avait plus eu cours depuis 1856 mais c'est un faux semblant ; Bismarck y poursuit ses objectifs : faire de la question orientale le terrain permanent de tensions qui puissent dégénérer en guerre.

Si, après 1871, Bismarck cherche sans doute à s'assurer un équilibre européen, ce n'est pas par la formation d'un système stabilisateur, d'un nouveau concert, d'une pacification des relations internationales mais bien en faisant ce qu'il a toujours fait, une politique de fabrique de crises, en Europe et ailleurs, dont la guerre est un instrument de choix.

Bibliographie:

Burgaud, Stéphanie, *La politique russe de Bismarck et l'unification allemande. Mythe fondateur et réalités politiques*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2010.

Burgaud, Stéphanie, « Bismarck et l'Europe. De la mission Alvensleben à la mission Radowitz », dans Mathieu Dubois et Renaud Meltz (dir.), *De part et d'autre du Danube. L'Allemagne, l'Autriche et les Balkans, de 1815 à nos jours*, Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Paul Bled, Paris, PUPS, 2015, p. 167-180.

Canis, Konrad, *Bismarcks Außenpolitik 1870-1890. Aufstieg und Gefährdung*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2008.

URL source:

<https://ehne.fr/article/epistemologie-du-politique/arbitres-et-arbitrage-en-europe-depuis-lepoque-moderne/bismarck-et-leurope>

Liens

[1] <https://ehne.fr/auteur/stephanie-burgaud>